

Paris, le 17 avril 2020

Monsieur Pierre-André DURAND

Préfet de Seine Maritime
7 place de la Madeleine
CS16036
76036 Rouen CEDEX
prefecture@seine-maritime.gouv.fr

Objet : Odeurs aux alentours de l'usine Lubrizol du fait de travaux autorisés

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de notre soutien à l'Association des Sinistrés de Lubrizol, membre de la FENVAC et dont je joins le courrier à la présente, nous vous sollicitons concernant les travaux actuels qui ont lieu dans l'usine en cette période de confinement.

Nous déplorons d'apprendre que de telles initiatives ont été prises dans un contexte où les habitants sont appelés à rester confinés. Nous apprenons qu'en raison des fortes odeurs toxiques, les gens ne peuvent ouvrir leur fenêtre ni profiter de leurs jardins pour ceux qui en ont.

Ces effluves traversent même les murs et viennent asphyxier l'intérieur des maisons. La situation actuelle en raison du Covid-19 est déjà très lourde à supporter, les habitants sont donc victimes d'une double peine en subissant les odeurs de l'usine en nettoyage ; les dirigeants ayant profité de l'impossibilité de quiconque de s'y opposer en ces temps particuliers.

Si de nombreuses substances qui ont brûlé lors de l'incendie demeurent inconnues, d'autres ont été recensées par l'Association des Sinistrés de Lubrizol via les fiches de données de sécurité. Il semble que beaucoup d'entre elles sont particulièrement toxiques et cancérigènes. Des demandes seront à cet égard formulées dans le cadre de la procédure pénale dans laquelle la FENVAC est partie civile.

.../...

La question que nous nous posons est donc la suivante ; pourquoi avoir autorisé une telle opération de nettoyage en cette période où les gens n'ont que la possibilité d'ouvrir leur fenêtre pour s'oxygéner ? Ils en sont actuellement privés et certains se retrouvent confinés dans des appartements étroits sans pouvoir aérer leur intérieur.

Nous apprenons également que des personnes, déjà sous assistance respiratoire pour des problèmes indépendants, ressentent ces odeurs dans leurs appareils médicaux. Des nausées et des maux de tête en découlent chez la plupart des habitants victimes des propagations de l'usine.

Le climat déjà anxiogène généré par le confinement et le virus est d'autant plus difficile à vivre pour ces personnes qui subissent de plus les conséquences des travaux de Lubrizol. Certains ne savent plus si les symptômes qu'ils ressentent sont liés aux virus ou simplement à l'air pollué de l'usine.

Cette situation ne peut pas durer.

Dans le cadre de ses actions d'entraide et de solidarité, la FENVAC se joint donc à l'Association et la soutient pleinement pour demander l'arrêt immédiat des travaux le temps du confinement mais également l'autorisation pour ceux qui en ressentent le besoin de se réfugier chez leurs proches éloignés et épargnés de ces odeurs nauséabondes.

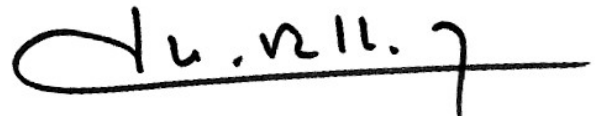
Nous espérons que des mesures pourront être envisagées dans ce sens dans les délais les plus rapides.

Il n'est pas envisageable d'en imposer davantage aux habitants pour la majorité desquels, comme vous le savez Monsieur le Préfet, une réelle défiance s'est déjà installée par rapport à l'Etat et ainsi prendre le risque d'accentuer ce lourd ressentiment.

Dans l'attente de vous lire, je profite de la présente pour solliciter, dès qu'il sera possible, un entretien sur le dossier de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,



Jean-Michel ROLLOT

PS : Dans la période, vous pouvez nous écrire par courriel aux adresses suivantes : federation@fenvac.org ou jean-michel.rollot@fenvac.org.